



**L'Ukraine après la révolution orange:  
Quel avenir pour l'état ukrainien ?**

**Mémoire de géopolitique  
du Lieutenant-colonel Uwe LARSEN**

**Dans le cadre du séminaire  
« Géopolitique et Démographie »**

**Directeur : Monsieur le Recteur G.-F. DUMONT**

*Mars 2006*

# **L'Ukraine après la révolution orange: Quel avenir pour l'état ukrainien ?**

## **SOMMAIRE**

PREMIERE PARTIE: Facteurs d'influence sur la « révolution orange »

Le facteur « géopolitique »

L'influence de l'histoire ukrainienne

Les facteurs démographiques

L'influence de la politique intérieure : le bilan de l'ère Koutchma

Les rapports particuliers avec la Russie

DEUXIEME PARTIE : La révolution orange

Les candidates

La falsification de l'élection et la mobilisation des masses

TROISIEME PARTIE : Les scénarios de développement pour l'Ukraine

Guerre civil

L'éclatement de l'État

La réintégration dans la zone d'influence russe / la réunification avec la Russie

L'intégration dans l'UE

**« Nous, fils et filles de l'Ukraine ... tous ensemble, nous sommes nombreux et nous ne pouvons pas être vaincus ! »**

*Devise des manifestants sur la place de l'Indépendance à Kiev pendant la « révolution orange » en novembre 2004*

## 1. Introduction

La « révolution orange » en novembre et décembre 2004 signifia pour l'Ukraine un énorme bouleversement politique et un nouveau départ. Plus de dix ans après l'effondrement de l'URSS à la fin de l'année 1991 permettant par la suite à l'Ukraine de recouvrir sa souveraineté nationale, le pays fit soudainement une réapparition sur la scène européenne et américaine dont il avait en grande partie disparu. Au centre de cette révolution pacifique il y avait la mise en ballottage des candidats à l'élection présidentielle en hiver 2004, le pro-occidental Viktor **Iouchtchenko** et Viktor **Ianoukovitch**, le favori du président en exercice, Léonide **Koutchma**, et de Moscou. En fin de compte, Viktor **Iouchtchenko** s'imposa et, le 11 janvier 2005, il fut nommé nouveau président de l'Ukraine. Cette révolution était atypique par rapport aux bouleversements politiques précédents en Europe de l'Est.

Ce n'étaient pas des questions d'ordre social ou économique qui poussaient les hommes à manifester dans la rue, mais des exigences de démocratie et d'autodétermination. Ce n'était pas un conflit entre deux idéologies politiques ou systèmes sociaux, mais plutôt l'expression d'un refus et un soulèvement contre dix ans de présidence de Léonide **Koutchma** et un conflit portant sur l'orientation future du pays. Le résultat de l'élection confirma la supposition selon laquelle le pays serait *de facto* divisé en une partie sud-est, marquée par la Russie, et l'ouest ukrainien.

Tandis que le déroulement pacifique de la « révolution orange » fut célébré comme un grand succès de la démocratie, un grand nombre d'analystes politiques et d'experts de l'Europe de l'Est brossèrent une image sombre de l'avenir de l'État ukrainien. Ainsi, les prévisions allaient d'une guerre civile jusqu'à l'éclatement de l'État en une partie occidentale et une partie orientale.

Outre la présentation du déroulement de la « révolution orange », ce mémoire se propose d'examiner les racines géopolitiques, démographiques, historiques et intérieures de cet évènement ainsi que ses répercussions sur l'Ukraine. En outre, les possibilités de développement de l'Ukraine et les conséquences potentielles pour le pays et pour la région sont au centre de l'exposé. Quatre hypothèses – l'effondrement de l'État, la réunification avec la Russie, une guerre civile et l'intégration dans l'UE – seront examinées et évaluées à la lumière du développement des douze derniers mois.

## 2. Facteurs d'influence sur la « révolution orange »

### 2.1. Le facteur « géopolitique »

L'élargissement à l'est opéré par l'UE et l'OTAN entre 1999 et 2004 nous permet de parler d'une nouvelle division de l'Europe. Du fait de ce déplacement des frontières économiques et de la ligne de démarcation en matière de sécurité, l'Ukraine se retrouvait, de même que ses voisins, la Moldavie, la Russie et la Biélorussie, marginalisée en Europe. En plus, l'intérêt témoigné par l'Occident pour l'Ukraine depuis l'indépendance de celle-ci en 1991 était plutôt faible et le pays fut souvent considéré comme simple appendice de la Russie.

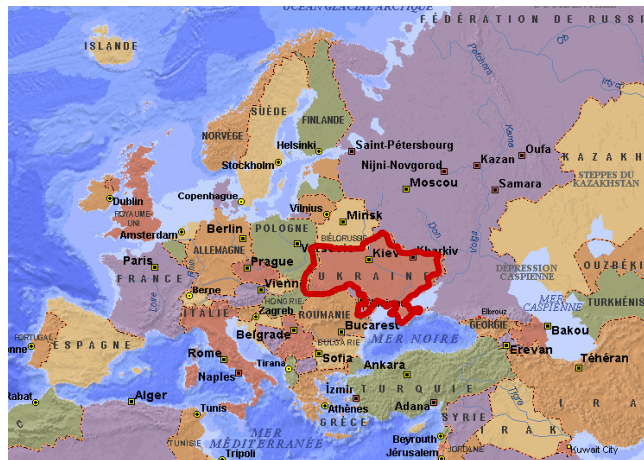


Figure 1 : Situation de l'Ukraine en Europe

Mais cela reflète en aucune façon l'importance de l'Ukraine qui est un facteur majeur pour la stabilité et la sécurité en Europe. L'Ukraine, après tout le deuxième pays de l'Europe derrière la Russie quant à la superficie et le cinquième pays européen quant à la population<sup>1</sup>, se trouve de par sa situation géopolitique à l'interface entre ce qu'on considère en général comme « l'Est » et « l'Ouest » ainsi que le Sud-Est de l'Europe. Il faut se rendre compte qu'après l'intégration de la Hongrie, de la Pologne et de la Slovaquie dans l'Union européenne, celle-ci partage maintenant une frontière avec l'Ukraine sur une longueur de 700 km. En plus, la proximité des foyers de crise actuels en Asie (entre autres le Caucase, la Turquie, l'Iraq, l'Iran) et en Europe (Kosovo) revêt une grande importance sur le plan géopolitique. En raison de ces facteurs géopolitiques, la stabilité intérieure, la politique étrangère et le développement économique de l'Ukraine ont des conséquences directes sur l'Europe en matière de politique de sécurité. En

<sup>1</sup> La superficie de l'Ukraine est de 603 700 km<sup>2</sup> ; le nombre d'habitants s'élève à presque 49 millions (situation 2002).

complément de ces facteurs, l'Ukraine est un pays de transit économique majeur, ce qui fera l'objet d'un examen plus détaillé dans la deuxième partie de ce mémoire.

Le partenaire le plus important de l'Ukraine est la Russie. Les rapports particuliers qu'entretiennent ces deux pays sont traités au chapitre 2.5. Les États-Unis constituent un autre partenaire stratégique important de l'Ukraine.<sup>2</sup> Outre la Colombie, le Nigeria et l'Indonésie, l'Ukraine compte parmi les « démocraties clé » auxquelles les États-Unis prêtent une attention particulière.<sup>3</sup> Ces rapports se sont encore approfondis par le fait que l'Ukraine a apporté son soutien aux États-Unis dans sa lutte contre le terrorisme international. Étant donné que les États-Unis sont le chef de file de l'OTAN, les relations de l'Ukraine avec l'Alliance atlantique revêtent également une grande importance pour le pays.

L'Ukraine fait partie de plusieurs organisations internationales, les plus importantes étant outre la Communauté des États indépendants (CEI) et le GUUAM<sup>4</sup>, le Conseil de l'Europe, l'ONU et l'OSCE. Bien que l'Ukraine fût elle-même confrontée à un grand nombre de problèmes en matière de politique intérieure, elle a, au sein de ces organisations, activement participé au règlement de conflits régionaux.<sup>5</sup>

L'Europe est un modèle pour l'Ukraine. Ainsi, tous les partis importants et tous les hommes politiques éminents approuvent aujourd'hui le « chemin européen » sur lequel s'est engagé l'Ukraine. Son objectif n'est pas seulement l'adhésion à l'UE à laquelle est liée l'espoir d'un essor économique et d'une amélioration des conditions de vie pour arriver à un niveau européen, mais aussi la mise en évidence des valeurs communes et de

<sup>2</sup> MOVCHAN, Mykola, „Zehn Jahre Unabhängigkeit: Die Ukraine und ihre Außenpolitik (1991 – 2001)“ (Dix années d'indépendance : l'Ukraine et sa politique étrangère (1991 – 2001)), *Berliner Osteuropa Info* 17/2001, page 73.

<sup>3</sup> HARAN, Oleksij, „Kucmas zweite Amtszeit als Präsident der Ukraine: Neuer Start für Reformen?“ (Le deuxième mandat de Kouchma en tant que président de l'Ukraine : Nouveau départ pour des réformes ?), *Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, n° 19/2000, Cologne 2000, page 4.

<sup>4</sup> L'abréviation GUUAM désigne les pays-membres d'un groupe de pays réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. À l'origine en 1997, le GUUAM rassemblait les États qui voulaient s'opposer à la pression exercée par la Russie visant une intégration plus étroite dans la CEI, et qui cherchaient à se rapprocher de l'Occident. Le chef de file est l'Ukraine. Le GUUAM ne constitue ni une alliance ni une organisation internationale, mais seulement un organisme de consultation. Il n'y a même pas de secrétariat ou d'organe permanent de direction ; les structures de coordination sont peu développées. La Russie voit le GUUAM comme une association dirigée contre les intérêts russes et la CEI – dont la première puissance est la Russie – et elle a demandé à plusieurs reprises la dissolution du groupe. MALEK, Martin, *Sicherheitspolitische Probleme der Ukraine (Problèmes de l'Ukraine en matière de politique de sécurité)*, Étude de la Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin 2002, page 27.

<sup>5</sup> À la fin de l'année 2001, l'Ukraine comptabilisait 1 700 militaires dans dix missions de paix de l'ONU : au Liban (FINUL), au Tadjikistan (MONUT), en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), à Prevlaka/Croatie (MONUP), au Kosovo (MINUK), en Sierra Leone (MINUSIL), au Congo (MONUC), au Timor Oriental (ATNUTO), en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) ainsi qu'en Afghanistan et au Pakistan (MSNUA). En 2000, elle a créé avec la Pologne le bataillon de maintien de la paix ukraino-polonais UKRPOLBAT qui est engagé depuis août 2000 dans le cadre de la KFOR. En plus, l'Ukraine participe activement à la résolution du conflit dans la république voisine de Moldavie. MALEK, Martin, „Sicherheitspolitische Probleme...“ (Problèmes en matière de politique de sécurité ...), page 36 et MOVCHAN, Mykola, „Zehn Jahre Unabhängigkeit: Die Ukraine und ihre Außenpolitik (1991 – 2001)“ (Dix ans d'indépendance: L'Ukraine et sa politique étrangère (1991 – 2001)), *Berliner Osteuropa Info* 17/2001, page 74.

l'appartenance de la culture ukrainienne à la culture européenne.<sup>6</sup> Les intentions de l'Ukraine concernant son intégration dans l'UE se concrétisèrent en 1997 par un « Décret portant sur la stratégie d'intégration dans l'UE » signé par le président **Koutchma**.<sup>7</sup> Dans ce décret se manifestèrent clairement les intentions sérieuses de l'Ukraine quant à une appartenance à l'UE, intentions qui furent ensuite mises en œuvre sur le plan politique.

## **2.2. L'influence de l'histoire ukrainienne**

L'Ukraine d'aujourd'hui est un État dépourvu d'une tradition nationale, ses frontières furent créées par des événements historiques, elles ne suivent pas des limites naturelles et n'ont pas été établies progressivement au cours de l'histoire telles que les frontières de la France ou de l'Espagne. Dans ses frontières actuelles, l'Ukraine existe seulement depuis la Seconde Guerre mondiale. Au cours des siècles précédents, l'Ukraine fut marquée par deux facteurs géographiques : d'une part sa situation dans la zone de transition vers les steppes de l'Asie centrale et d'autre part ses puissants voisins à l'ouest et au nord, la Pologne et la Russie.

La fondation du premier État sur le territoire de l'Ukraine d'aujourd'hui remonte à la fin du dixième siècle. À nos jours, trois nations considèrent l'entité politique appelée « Rus' de Kiev » comme foyer originel de leurs États : la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Cet État précoce perdit cependant son indépendance au début du treizième siècle et devint une zone périphérique du territoire envahi par la « Horde d'Or » mongole.

C'est l'union des royaumes polonais et lituanien en 1569 qui marqua le plus l'Ukraine par une influence occidentale. Au cours de ce processus, presque toute l'Ukraine actuelle rejoignit pour environ 100 ans le royaume catholique de la Pologne. Les influences religieuses et culturelles exercées pendant cette période, en particulier dans la partie ouest de l'Ukraine, continuent de marquer encore aujourd'hui fortement la société ukrainienne.

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, l'État russe conquiert la plus grande partie du territoire de la « Horde d'Or » en partant de Moscou et élargit le territoire ethnique ukrainien par la conquête et la colonisation de la Crimée et de l'embouchure du Don, c'est à dire le territoire de l'Ukraine de l'est et du sud d'aujourd'hui. Suite aux partages de la Pologne, la partie ouest de l'Ukraine passa jusqu'en 1792 à la Russie. Contrairement au cliché nationaliste très répandu en Ukraine, le règne russe en Ukraine n'avait pas un caractère nationaliste. Les territoires ukrainiens étaient au contraire étroitement liés avec

<sup>6</sup> LÜDEMANN, Ernst, „Abschied von der „Multivektorialität“ – Die Außenpolitik der Ukraine in unruhigen Zeiten“ (Adieux à la multivectorialité – la politique étrangère de l'Ukraine dans des périodes troublées) *Osteuropa*, 52<sup>e</sup> année, 8/2002, page 1043.

<sup>7</sup> HAMALIJ, Dr. Michael, „Der politische und wirtschaftliche Transformationsprozess in der Ukraine nach zehn Jahren Unabhängigkeit“ (Le processus de transformation politique et économique en Ukraine après dix ans d'indépendance), *Ost- und Mitteleuropa Verein e. V.*, Hambourg, 2002, page 42.

la Russie sur le plan économique, social et culturel. De cette période date la conviction selon laquelle il n'existe effectivement pas de différences historiques, culturelles et économiques entre la Russie et l'Ukraine, une conviction répandue dans de grandes parties de la société russe.

Un mouvement national ukrainien ne se développa que très péniblement et se heurta à la résistance de la Russie. Longtemps, l'exigence centrale fut celle de plus d'autonomie au sein de l'empire russe des tsars. Ce n'est qu'au cours de la Révolution de 1917 que les premières revendications d'un État ukrainien indépendant se firent entendre. Le mouvement d'indépendance culmina après la Première Guerre mondiale dans la création de la République nationale ukrainienne à Kiev et d'une République populaire de l'Ukraine de l'ouest en Galicie qui se réunirent en 1919. Cette indépendance ne fut cependant que de courte durée et, suite à la création de l'URSS en 1922, l'Ukraine devint république soviétique. Le faible ancrage de la conscience nationale ukrainienne dans la société était un facteur majeur qui empêcha à cette époque-là la création d'un État indépendant.

Les territoires occidentaux, la Galicie de l'est et la Transcarpatie furent intégrés dans l'Ukraine après la Seconde Guerre mondiale. Certes, ces territoires étaient en partie marqués par l'orthodoxie, mais ils ne faisaient jamais partie de l'empire russe. En tant que provinces de l'Autriche-Hongrie ils bénéficiaient – certes dans une moindre mesure – de la dynamique de modernisation occidentale du dix-neuvième siècle. Celle-ci allait de pair avec l'émergence d'une conscience nationale et d'un mouvement national dans ces parties de l'Ukraine, en particulier par le fait qu'après la Première Guerre mondiale, un nombre croissant de peuples réclamaient le droit à l'autodétermination. Le rattachement de ces territoires à l'Ukraine conduisit à une migration intérieure suite à laquelle un grand nombre d'Ukrainiens de la partie ouest allèrent s'établir dans les grandes villes du centre, du sud et de l'est du pays et répandirent ainsi un modèle « occidental » de l'identité nationale ukrainienne. De la même manière, 50 ans de règne soviétique et sa politique de « russification » affaiblirent la conscience nationale ukrainienne surtout sur ces terrains-là, ce qui se refléta également dans les élections de 2004.

En examinant l'histoire ukrainienne on parvient à la conclusion que si l'âme du peuple ne fut pas détruite par la longue domination étrangère exercée par les Polonais, les Russes et les Soviétiques, on peut néanmoins douter de l'existence d'une forte identité ukrainienne dans le pays entier.

### **2.3. Les facteurs démographiques<sup>8</sup>**

La composition de la population de l'Ukraine est une conséquence directe de son histoire. Environ 11 millions de Russes ethniques vivent en Ukraine, majoritairement dans la partie est et dans la Crimée, constituant donc avec 22,5 % une minorité importante dans le pays. Un grand nombre des Russes qui y vivent dans la deuxième et la troisième génération sont le résultat de la politique de russification stalinienne menée après la Seconde Guerre mondiale. Environ 4,36 millions de ressortissants ukrainiens vivent en Russie, tandis que vingt millions de citoyens russes sont d'origine ukrainienne. Le fait qu'il soit difficile de parler de « la » nation ukrainienne constitue également un facteur important. La population ne dispose pas d'une histoire, d'une culture et d'une langue commune, et il n'y a presque pas d'élites sociales qui se soient constituées dans la durée. Ainsi les régions ouest et nord se distinguent des régions est et sud, plus peuplées, en ce qui concerne presque tous ces facteurs. En Ukraine comme dans tous les États en voie de transformation en Europe centrale et en Europe de l'Est, la politique sociale est plus profondément imbriquée dans la politique intérieure et la politique étrangère que dans le monde des États euro-atlantiques, et un grand nombre des décisions politiques prises par l'Ukraine résultent de ce fait.<sup>9</sup>

#### **2.3.1. L'opinion politique de la population**

Lors de l'élection présidentielle en 2004, la division de la société ukrainienne en partisans d'une orientation « orientale » et en partisans d'une orientation « occidentale » refit surface une fois de plus. Aucun autre pays en Europe ne présente une division géographique et sociale si évidente en deux camps poursuivant des objectifs politiques contraires que l'Ukraine.

À cela s'ajoute une répartition verticale des couches sociales de la population ukrainienne. La majorité des élites politiques, économiques et scientifiques – qui représente cependant une minorité dans la population – a des opinions pro-occidentales et est sensible aux réformes, tandis que la majorité de la population se tient sur la réserve ou est même hostile à une politique pro-occidentale, en particulier à l'OTAN, et préfère d'entretenir de bons rapports avec la Russie.<sup>10</sup> Depuis l'indépendance du pays, cette division se reflète dans presque chaque résultat électoral et dans chaque sondage.<sup>11</sup>

<sup>8</sup> Concernant une carte détaillée de l'Ukraine voire l'annexe 2.

<sup>9</sup> LÜDEMANN, Ernst, „Abschied von der...“ (Adieux à ...), page 1041.

<sup>10</sup> Cette division apparaît particulièrement clairement dans un sondage sur l'attitude de la population vis-à-vis de la guerre du Kosovo et de la deuxième guerre de Tchétchénie en 1999. Tandis que la guerre du Kosovo fut

Dans les parties est et sud de l'Ukraine, le rapprochement politique avec la Russie ainsi que les méthodes de gouvernement et d'administration autoritaires sont plus populaires que dans la moyenne du pays, tandis que la propriété privée, l'économie de marché et la démocratie jouissent d'une popularité plus grande dans les parties ouest et nord du pays, de tendance national-démocrate voire nationaliste.<sup>12</sup> L'aggravation des problèmes économiques en Ukraine de l'ouest et du sud conduit à une « nostalgie soviétique » renforcée, ce à quoi s'ajoutent des doutes concernant l'indépendance de l'Ukraine. Cela se reflète également dans les victoires convaincantes remportées par le parti communiste de l'Ukraine lors des élections parlementaires en 1994 et en 1998, où il est devenu le groupe parlementaire le plus nombreux. Dans les sondages, l'idéologie communiste et le système soviétique sont accueillis très favorablement, en particulier dans ces régions-là. Ainsi, le parti communiste de l'Ukraine défend ouvertement une « Union des peuples fraternels et égaux en droits réunissant de leur plein gré des États socialistes souverains », ce qui équivaut à un refus de l'indépendance.

### 2.3.2. Le facteur de la religion

En ce qui concerne la religion, l'Église uniate ou greco-catholique (relevant du pape) exerce une influence particulièrement puissante sur l'ouest et le centre du pays, tandis que dans l'est et le sud, l'orthodoxie, avant tout dans sa variante du patriarcat de Moscou, conserve sa position forte.

Les différences esquissées ci-dessus entre les religions chrétiennes en Ukraine ont été utilisées par l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou en faveur de **Ianoukovitch**. L'orthodoxie constitue un lien important avec la Russie. Dans les historiographies soviétique et russe, l'Église uniate ou greco-catholique est souvent dénoncée comme une fausse voie. Cette façon de voir l'Église uniate appartient, pour le moins du point de vue officiel, au passé, et après les premières querelles éclatées

---

désapprouvée par 51 % de la population et ressentie comme une guerre d'agression menée par l'OTAN et qu'elle renforça l'hostilité très répandue contre l'OTAN, seulement 23 % des personnes interrogées désapprouvèrent les actions des troupes russes en Tchétchénie. LÜDEMANN, Ernst, „Abschied von der...“ (Adieux à ...), page 1047 et suiv.

<sup>11</sup> En fonction de l'opinion dominante dans la population, bon nombre des partis représentés au parlement se servent d'un de ces courants pour augmenter les votes pour leur camp. Même les communistes, jusqu'en 2002 le parti le plus important au parlement ukrainien, s'écartent quelquefois de leur voie pro-russe. Le président Koutchma, qui, à l'origine était le candidat préféré de Moscou et qui, en raison de son attitude pro-russe, avait gagné les élections en 1994 contre le président pro-occidental Kravtchouk, changea sa politique pendant la durée de son mandat pour passer d'une politique de réforme clairement « pro-occidentale » à un rapprochement plus prononcé avec la Russie avant de faire marche arrière de nouveau. KRUSHELNYCKY, Askold, "Ukraine: Isolated from the West, Kyiv Renews Ties with Russia", *RFE/RL Newslines*, 19.12.2002.

<sup>12</sup> MALEK, Martin, „Sicherheitspolitische Probleme...“ (Problèmes en matière de politique de sécurité ...), page 7.

immédiatement après l'indépendance en 1991 à propos de la restitution à l'Église uniate des lieux de culte qui avaient été expropriés après 1945, on peut constater aujourd'hui une certaine propension au dialogue entre l'Église uniate et l'Église orthodoxe.

En ce qui concerne son droit ecclésiastique et sa tradition, l'Église uniate représente, au moins potentiellement, plutôt un lien entre catholiques et orthodoxes. Le fossé qui sépare la branche majoritaire de l'Église orthodoxe ukrainienne de l'Église uniate est néanmoins difficile à surmonter.

Le fait que cette dernière critique les fraudes électorales, comme le font les catholiques romains et les luthériens, c'est-à-dire les églises « latines » et occidentales, traditionnellement observées d'un œil critique, pourrait faire apparaître le soutien apporté par l'orthodoxie russe et ukrainienne au camp gouvernemental et à **Ianoukovitch** tout d'abord comme une preuve de la ligne de démarcation culturelle traversant l'Ukraine.

Les orthodoxes – repartis en trois églises différentes en Ukraine – n'avaient cependant pas une ligne de conduite unique. Les deux églises minoritaires, l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne et l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Kiev soutiennent l'ukrainisation en matière de politique ecclésiastique, et ne sont donc pas étrangères à l'Église greco-catholique. Elles soutenaient avec celle-ci les campagnes de protestation contre les fraudes électorales. La hiérarchie supérieure du groupement orthodoxe le plus grand, à savoir l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou, fit cependant manifestement et massivement campagne pour **Ianoukovitch**. Logiquement, les responsables de cette église se tinrent tout d'abord cois après la victoire de la « révolution orange ». Dans un appel du 26 novembre 2004, les prêtres et les laïques des grades inférieurs s'étaient cependant tournés contre cette prise de parti, quelques prêtres protestèrent contre la violation du principe de la non-ingérence des églises, et se tournèrent donc contre leur propre hiérarchie ecclésiastique qui, de manière grossière, avait condamné en chaire **Iouchtchenko**. Certains groupes de jeunes activistes de cette Église faisaient à plusieurs reprises preuve de la même attitude.<sup>13</sup>

### 2.3.3. Le facteur linguistique

La différence apparaît particulièrement clairement dans le cas de la langue. Tandis que le russe est la langue dominante dans la partie est du pays, les habitants de l'Ukraine de

<sup>13</sup> Pour le paragraphe voir LÜDEMANN, Ernst, „Ost-West-Süd in der Ukraine: Auseinanderstreben oder Konsolidierung?“, *Der Bürger im Staat: „Nach der Orangenen Revolution“*, (Est - Ouest - Sud en Ukraine : Séparation ou consolidation ?, *Le citoyen dans l'État : « Après la révolution orange »*), 55<sup>e</sup> année, cahier 4, 2005, page 181.

l'ouest parlent presque exclusivement l'ukrainien<sup>14</sup>. Les habitants de l'Ukraine centrale, y compris la capitale Kiev, sont en règle générale bilingues. Des études ont montré que le bilinguisme diminuait entre 1992 et 2000 en faveur de la langue russe. Ainsi, en 1992, 37 % de la population parlaient exclusivement l'ukrainien chez eux, 29 % ne parlaient que le russe et 32 % les deux langues. Tandis qu'en 2000, la part de la population parlant exclusivement ukrainien augmenta légèrement pour atteindre 39 %, la proportion des ménages bilingues ne s'éleva plus qu'à 25 %. La plupart des linguistes estime toujours que, dans les lieux publics, la majorité de la population parle exclusivement russe. Un grand nombre de parlementaires et d'autres hommes politiques prononcent leurs discours en russe, et l'ukrainien parlé par **Koutchma** pendant sa longue présidence était très médiocre. Le russe est également la langue officielle de l'administration dans l'est et le sud du pays.<sup>15</sup>

C'est surtout dans le domaine des médias que la langue russe est dominante. Cela revêt une importance beaucoup plus grande que le passage à l'ukrainien dans les écoles, l'administration et la presse sérieuse, forcé par le gouvernement. Il n'y a pas de journal à sensation, guère de littérature de divertissement et peu de musique pop en ukrainien. Même les émissions de télévision avec la plus grande audience sont en russe. Cela conduit inévitablement au fait que la langue russe se répand également dans les franges de la population qui, jusqu'à présent, ont exclusivement parlé ukrainien. Curieusement, le grand public accepte cette dominance de la langue russe. Lors d'un sondage qui posait la question de savoir si l'influence de la langue russe devrait être limitée, seulement 24 % des personnes interrogées répondaient en 1999 par « oui ». En réponse à la question de savoir quel était la nationalité avec laquelle l'Ukraine avait le plus de points communs, 81 % des personnes interrogées citaient les russes !

#### **2.4. L'influence de la politique intérieure : le bilan de l'ère Koutchma**

L'Ukraine est une démocratie parlementaire qui s'inspire, quant à sa forme, fortement de la démocratie présidentielle française. Le président élu au suffrage universel dispose en Ukraine d'un grand pouvoir et il est le personnage clé déterminant les orientations politiques en Ukraine.<sup>16</sup>

<sup>14</sup> Le mouvement national du dix-neuvième siècle était le premier à considérer la langue parlée dans les anciens territoires sud-ouest de l'empire russe comme une propre langue et non comme un dialecte « petit russe ». C'est surtout la proximité des deux langues slaves orientales qui rend la distinction entre dialecte et langue très difficile.

<sup>15</sup> OLSZANSKI, Tadeusz, *Die Ukraine und Russland: Von der Desintegration zur Reintegration?*, (*L'Ukraine et la Russie : de la désintégration à la réintégration ?*), Mannheim, mars 2002, page 10.

<sup>16</sup> La durée du mandat du président de l'Ukraine est de 4 ans et il peut exercer deux mandats au maximum. Outre les attributions principales susmentionnées, il nomme et renvoie le premier-ministre et les membres du gouvernement, sachant que la nomination des ministres est soumise à l'approbation du parlement. Le premier-

Après l'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique en 1991 et l'obtention de la souveraineté, le processus de prise de conscience d'une identité nationale se révéla tout d'abord très compliqué. Certes, le premier président de l'Ukraine, **Léonide Kravtchouk**, s'était mis à la tête du mouvement national, mais il lui manquait de même qu'au parlement, dominé par la gauche, un concept en matière de politique intérieure permettant d'asseoir l'autonomie nationale sur des bases solides. Cette circonstance ainsi que certaines négligences lors de l'application des réformes annoncées en matière d'économie de marché firent apparaître des difficultés économiques importantes.<sup>17</sup> Depuis que **Léonide Koutchma** fut élu nouveau président de l'Ukraine au milieu de l'année 1994, celui-ci a donné par sa politique économique, intérieure et étrangère de nouvelles impulsions au pays et a consolidé ainsi non seulement la souveraineté nationale, mais aussi l'existence de l'Ukraine dans ses frontières de 1991. À cette époque, cela était loin de constituer une évidence. Tant à l'Occident qu'en Ukraine, il y avait un grand nombre d'analystes qui prédirent l'effondrement de l'Ukraine.

La création de l'État ukrainien n'échoua cependant pas comme celle de la Géorgie, du Tadjikistan ou de la Moldavie. Dans un premier temps, les difficultés principales étaient les relations entre le gouvernement central et la République autonome de Crimée, difficultés qui pesèrent également sur les rapports avec la Russie. La Crimée avec sa population majoritairement russophone, qui était passée à l'ancienne République soviétique ukrainienne en 1954, aspirait depuis 1991 à une plus grande autonomie. Certaines forces politiques décisives ainsi qu'une grande partie de la population souhaitaient même un rattachement de la Crimée à la Russie. La nouvelle constitution de l'Ukraine de 1996 a porté une attention toute particulière au problème de la Crimée. Cette constitution stipule que la Crimée est toujours une république autonome, mais qu'elle continue de faire partie intégrante de l'Ukraine avec un territoire inviolable.<sup>18</sup>

Outre la sauvegarde de l'intégrité de l'État, il y a deux autres points qui peuvent être considérés comme succès de l'ère de **Koutchma**. D'une part, il parvenait en 1997, après de longs conflits farouches, à conclure un arrangement avec la Russie. D'autre part, l'Occident commença à voir l'Ukraine comme acteur autonome et non seulement comme

---

ministre dirige les activités du conseil des ministres, qui est responsable devant le président et contrôlé par le parlement. Le parlement est le seul organe législatif de l'Ukraine et il a la possibilité de mettre un veto du président en minorité avec une majorité des deux tiers. En vue de surveiller le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, une cour constitutionnelle fut créée en Ukraine en 1996. HAMALIJ, Dr. Michael, „Der politische und wirtschaftliche Transformationsprozess...“ (Le processus de transformation politique et économique...), page 8.

<sup>17</sup> HAMALIJ, Dr. Michael, „Der politische und wirtschaftliche Transformationsprozess...“ (Le processus de transformation politique et économique...), page 5.

<sup>18</sup> L'histoire agitée de la péninsule dont les deux tiers des 2,5 millions d'habitants sont d'origine russe est certainement un des fondements des mouvements séparatistes. HAMALIJ, Dr. Michael, „Der politische und wirtschaftliche Transformationsprozess...“ (Le processus de transformation politique et économique...), page 34.

appendice de la Russie, comme cela avait souvent été le cas après 1991. En particulier au sein de l'OTAN et dans le cadre de son programme « Partenariat pour la paix », une coopération étroite se développait.

Outre ces succès, il y avait cependant de graves omissions pendant l'ère **Koutchma**, de manière à ce qu'on peut parler d'une décennie de chances gâchées. En particulier, **Koutchma** ne parvint pas à ancrer durablement des structures démocratiques en Ukraine. La Constitution ne fut adoptée que très tard en 1996 après de combats inlassables, et elle ne fut jamais acceptée par la population. Depuis 1999, les camps politiques les plus divers en Ukraine essayèrent de modifier ou d'abroger la Constitution tout en poursuivant des objectifs politiques très différents. Le président **Koutchma** lui-même essaya en 2000 de modifier la Constitution dans le sens d'une dictature présidentielle : tentative avortée seulement par la crise d'État sérieuse qui toucha la politique intérieure en 2001. Le point de départ était l'assassinat non élucidé du journaliste dissident **Georgiy Gongadze** à la fin de l'année 2000, pour lequel le président **Koutchma** fut montré du doigt. Celui-ci subissait de considérables pressions sur le plan intérieur en raison de manifestations massives et par les médias.

Depuis ce temps-là, l'opposition, les organisations de protection des droits de l'homme et l'étranger avaient établi un lien entre le président **Koutchma** et des atteintes aux droits de l'homme, la promotion de la criminalité organisée, la corruption et la vente d'armes controversée, causant un préjudice de plus en plus grave à la réputation de l'Ukraine dans l'Occident et conduisant à une isolation internationale croissante.<sup>19</sup>

Après l'élection présidentielle de 2002, il était déjà prévisible que le poste de président pourrait tomber entre les mains de l'opposition sous la conduite de Viktor **Iouchtchenko**. C'est la raison pour laquelle **Koutchma** fit volte-face et tenta de réduire partiellement les pouvoirs du président et de renforcer le gouvernement et le parlement moyennant une modification de la Constitution. **Koutchma** trouva un grand nombre d'alliés qui étaient en faveur d'une Constitution parlementaire-présidentielle de manière que la réforme constitutionnelle put être adoptée le 8 décembre 2004.

Dans l'ensemble, **Koutchma** laissa un héritage difficile à son successeur : opacité en matière de politique intérieure, pauvreté d'une grande partie de la population, corruption et un enchevêtrement inextricable d'intérêts liant l'économie et la politique sont les caractéristiques marquantes du mandat de **Koutchma**. Bon nombre des partis politiques

<sup>19</sup> Ainsi, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada annoncèrent en janvier 2003 l'application de sanctions contre l'Ukraine, étant donné que, selon eux, l'Ukraine ne prenait pas de mesures suffisamment strictes contre le blanchiment d'argent organisé. KRUSHELNYCKY, Askold, "As the West slams door on Kyiv, Moscow opens other.", *RFE/RL*, 29.01.2003.

ne constituent que des groupes de pression d'oligarques individuels et ne correspondent pas à l'image des partis politiques dans le sens occidental du terme. Le régime de la propriété foncière résultant de la privatisation est de plus en plus insaisissable, l'ancienne Premier ministre et héroïne de la « révolution orange » Ioulia **Timochenko** fut entre autres accusée de s'être enrichie lors de la privatisation d'entreprises publiques, ce qui contribua finalement à son renvoi en septembre 2005. Les oligarques ne s'intéressent ni à des réformes structurelles de l'économie ni à un rapprochement avec l'UE, étant donné que ceux-ci pourraient entraîner de la concurrence et de la transparence.<sup>20</sup>

En plus, l'Ukraine est l'un des États les plus corrompus dans le monde entier, parmi 133 États elle se classe au 106<sup>e</sup> rang d'après l'indice de perception de la corruption de Transparency International et se trouve au même niveau de corruption que la Bolivie et le Zimbabwe.<sup>21</sup> Environ la moitié de la production économique est réalisée par l'économie souterraine.

La crise socio-économique s'aggrave malgré une croissance économique, qui ne favorise que ceux qui ont du pouvoir et de la propriété. De larges couches de la population en sont exclues. Pour une grande partie de la société la pauvreté constitue le problème décisif, la perception subjective de la pauvreté étant encore plus aiguë que les données économiques objectives. Les Ukrainiens estiment qu'ils vivent dans la région la plus déshéritée de l'Europe, la comparaison avec la Russie, le grand voisin, y jouant un rôle décisif. Le produit intérieur brut de l'Ukraine s'élève seulement à un tiers de celui de la Russie.<sup>22</sup>

## 2.5. Les rapports particuliers avec la Russie

Lors d'un sondage récent en Russie : « Considérez-vous l'Ukraine comme un pays étranger ? » 68 % des personnes interrogées répondirent par non !<sup>23</sup> Cette déclaration souligne le rapport particulier entre l'Ukraine et la Russie. Les relations entre ces deux États jouent un rôle déterminant dans la politique étrangère et intérieure de l'Ukraine.

La Russie était et sera à l'avenir un partenaire particulièrement important pour l'Ukraine. Cela tient d'une part aux interdépendances économiques étroites des deux États, à la présence dans les territoires respectifs d'importantes minorités déjà mentionnées ainsi qu'aux racines historiques et culturelles communes. D'autre part ce sont en particulier les multiples intérêts économiques et sécuritaires russes dans cette région, désignée comme

<sup>20</sup> TARAS Kuzio, Robert S. KRAVCHUK, Paul D'ANIERI (Eds), *State and Institution Building in Ukraine*, New York 1999, page 12.

<sup>21</sup> Source : <http://www.transparency.org/>

<sup>22</sup> Inconnu, "East or West: Ukraine's election could alter relations with Russia and Europe", *Financial Times*, 12.12.2004.

<sup>23</sup> Source : [www.rußlandanalysen.de](http://www.rußlandanalysen.de), 48/2004, p. 17.

« étranger proche » par la Russie, et l'interprétation des rapports bilatéraux de la part de cette dernière qui sont décisifs pour le développement de leurs relations. Les troupes stationnées par la Russie en Ukraine et autour d'elle jouent également un rôle important et peuvent être employées comme un potentiel de menace par la Russie.<sup>24</sup>

L'émergence de rapports normaux entre les deux États était très difficile en raison des intérêts particuliers de la Russie dans cette région. Bien que, depuis que l'Ukraine a accédé à l'indépendance en 1991, les problèmes les plus grands subsistant entre les deux États tels que la détermination des frontières nationales, le partage et le déploiement de la flotte de la mer Noire, la détermination du statut de la Crimée et la réduction de la dette croissante de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie sur le secteur énergétique fussent réglés par le contrat de 1997 mentionné ci-dessus, il semble que la Russie ne peut que très difficilement accepter une Ukraine indépendante comme voisin souverain. La Russie conserve une conception impériale d'elle-même, et rares sont les Russes qui approuvent entre autres pour des raisons historiques une Ukraine en tant qu'État souverain. Cette autonomie est plutôt traitée comme un phénomène temporaire et un grand nombre de groupements en Russie, en particulier les communistes, préconisent plus ou moins ouvertement des rapports plus étroits voire une réunification des deux États.

Il y a également des différences en ce qui concerne l'interprétation et la perception du partenariat. Pendant que l'Ukraine interprète le « partenariat stratégique », souligné par les deux pays, plutôt comme une expression de relations particulièrement amicales, Moscou l'entend comme une adaptation de la politique étrangère et de sécurité ukrainienne à des positions russes comprenant la surveillance commune des frontières extérieures de l'Ukraine, une politique de défense commune sous la direction de la Russie et une obligation de ne pas adhérer à une alliance dirigée contre la Russie ou allant à l'encontre des intérêts russes.<sup>25</sup>

La Russie essaie de s'attacher l'Ukraine dans les domaines économique, politique et militaire, ce qui signifie du point de vue russe maintenir une distance maximale entre Kiev

---

<sup>24</sup> La Russie exploite des bases militaires dans 16 États, où sont employés 40 000 militaires russes et 25 000 employés civils, comme la Douma précisa le 18 octobre dernier lors d'une réunion portant sur les problèmes des bases militaires russes à l'étranger. Parmi elles il y a respectivement une base en Syrie et en Sierra Leone. La plupart se trouve cependant dans les États successeurs de l'URSS tels que l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, la Kirghizie, le Tadjikistan, la Transnistrie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan. La Russie utilise ces bases en partie pour influencer directement sur les États correspondants. Cela concerne en particulier la Géorgie, où elle emploie des troupes « de maintien de la paix » dans la province séparatiste d'Abkhazie et en Ossétie du Sud et où elle entretient toujours deux bases qui devraient depuis longtemps être dissoutes selon les décisions de l'OSCE d'Istanbul de l'année 1999. Il en va de même pour les bases en Transnistrie. Source : [www.zeitfragen.ch](http://www.zeitfragen.ch).

<sup>25</sup> ALEXANDROVA, Olga, „Strategische Partnerschaft aus russischer Sicht“ (Le partenariat stratégique du point de vue russe), *Bundesinstitut für Ostwissenschaftliche Studien*, n° 24/1997, Cologne 1997, page 25 et suiv.

et « l'Occident ».<sup>26</sup> Selon Moscou, l'Ukraine devrait clairement s'orienter vers l'Est sur le plan culturel, économique et militaire, ce qui signifierait un rattachement bilatéral plus fort à la Russie et une intégration renforcée de l'Ukraine dans la CEI<sup>27</sup>.

L'indépendance économique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, en particulier dans le secteur énergétique, constitue un moyen de pression potentiel : plus de 40 % de toutes les importations ukrainiennes proviennent de la Russie. La Russie se classe donc devant l'UE au premier rang. 53 % de ces importations consistent en gaz et pétrole, 17 % en machines.<sup>28</sup> Cela signifie que, sans ces importations, l'Ukraine ne pourrait pas survivre sur le plan économique et de ce fait ne peut pas risquer un conflit avec son voisin. Inversement, 20 % des exportations ukrainiennes vont vers la Russie, et 80 % des oléoducs et des gazoducs russes approvisionnant les partenaires occidentaux traversent le territoire ukrainien, ce qui oblige également la Russie à maintenir des rapports constructifs avec l'Ukraine.<sup>29</sup>

Les dirigeants russes continuent de refuser une appartenance de l'Ukraine comme membre à part entière à l'UE et l'OTAN, tant que la Russie n'est pas prise en compte. Ce qui importe avant tout pour la Russie c'est qu'une appartenance de l'Ukraine aux organisations occidentales ne contrebalance pas l'influence politique et économique de la Russie sur l'Ukraine ou que celle-ci assume même le rôle de la Russie.

Bien que la Russie ne cesse de souligner officiellement et dans la presse le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine, elle essaie activement d'exercer son influence aussi sur la politique intérieure ukrainienne. Ainsi, la Russie considère son ambassadeur à Kiev, l'ancien premier-ministre russe **Tchernomyrdine** comme une sorte « d'arbitre en cas de conflit – même de nature interne – jouant un rôle actif lors de la

<sup>26</sup> MALEK, Martin, „Sicherheitspolitische Probleme...“ (Problèmes en matière de politique de sécurité ...), page 21.

<sup>27</sup> À ce jour, l'Ukraine n'a pas encore signé le statut de la CEI de 1993 et ne se considère donc pas comme membre, mais seulement comme « participant » à la CEI. L'Ukraine officielle adopte une position plus ou moins réservée vis-à-vis d'une intégration politique, économique et militaire trop étroite dans la CEI – forcée par la Russie. Un grand nombre d'hommes politiques russes cependant voient la CEI comme « successeur de l'URSS avec d'autres moyens » et Moscou essaie toujours – avec plus ou moins de succès – d'utiliser la CEI pour le maintien et le renforcement de son influence dans toute l'ancienne URSS. MALEK, Martin, „Sicherheitspolitische Probleme...“ (Problèmes en matière de politique de sécurité ...), page 26.

<sup>28</sup> OSCHLIES, Wolf, « Nach der Präsidentenwahl, Klares Ergebnis – ungewisse Zukunft » (Après l'élection présidentielle, résultat clair - avenir incertain), [www.eurasischesmagazin.de](http://www.eurasischesmagazin.de)

<sup>29</sup> Cela apparaît particulièrement clairement dans le cas du géant énergétique **Gazprom**. Celui-ci exporte actuellement environ 130 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel à travers l'Ukraine et veut à l'avenir augmenter considérablement ses exportations vers l'Europe. Si **Gazprom** voulait réaliser ses plans d'exportation sans l'Ukraine, il lui manquerait nettement plus de 70 milliards de m<sup>3</sup> par an en 2010. À cela s'ajoute que la construction de nouveaux pipelines implique des coûts importants. L'augmentation de la capacité du pipeline de Jamal de 30 milliards de m<sup>3</sup> coûterait environ 1 milliard de dollars américains. Même si le volume du marché de transit en Ukraine risque d'être diminué par des pipelines concurrents, l'Ukraine restera néanmoins dans un avenir prévisible le pays de transit central pour les exportations russes de gaz vers l'Europe. PLEINES, Heiko, „Die Energiefrage in den ukrainisch-russischen Beziehungen“ (La question de l'énergie dans les rapports russo-ukrainiens), *Russlandanalysen*, cahier n° 48 du 03.12.2004, page 12. Concernant les gazoducs voir l'annexe 3.

résolution des problèmes ».<sup>30</sup> Dans la campagne électorale en 2002, Tchernomyrdine appliqua cette ligne de conduite en se prononçant clairement en faveur des partis qui préconisaient des rapports plus étroits avec la Russie.

Tandis que les relations entre la Russie et l'Ukraine s'étaient plutôt refroidies et compliquées après l'entrée en fonction du président **Poutine** en 2000, en particulier en raison des dettes énergétiques de l'Ukraine et de la destruction d'un avion de ligne russe par la défense aérienne ukrainienne<sup>31</sup>, elles se sont nettement améliorées dans les dernières années et ont conduit à un rapprochement entre les deux États. La destitution du ministre des affaires étrangères ukrainien **Tarasjuk** en automne 2000, qui avait été considéré comme particulièrement pro-réformiste et pro-occidental, fut un premier pas vers un rapprochement avec Moscou.<sup>32</sup>

La Russie observa attentivement la crise d'État ukrainienne en 2001 et accueillit avec satisfaction le fait que « l'Occident » avait de plus en plus tendance à tourner le dos à l'Ukraine. La Russie cherchait alors de façon intensive à briguer les faveurs des responsables ukrainiens ce que ceux-ci acceptèrent gracieusement vu l'isolement croissant du président **Koutchma** à « l'Ouest ».<sup>33</sup> L'intensification des relations mutuelles se manifestait également dans le développement des rapports personnels entre les présidents **Poutine** et **Koutchma** : entre 2000 et mai 2003 il y a eu huit rencontres au sommet entre les deux présidents et en outre vingt rencontres personnels.

Il convient de souligner que l'initiative visant à approfondir les relations doit presque exclusivement être attribuée à la Russie. Ainsi « l'Année de l'Ukraine en Russie » en 2002 et « l'Année de la Russie en Ukraine » en 2003 remontent à une initiative du président **Poutine**, de même que la création d'un consortium de gaz commun visant à améliorer l'approvisionnement ukrainien en énergie.<sup>34</sup>

La restauration des relations russo-ukrainiennes est selon le président **Poutine** l'une des plus grandes conquêtes de la diplomatie russe, l'Ukraine restant ainsi une priorité de la

<sup>30</sup> Cette vision des choses est attribuée au président de la commission des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe) **Dimitri Rogozin**. MALEK, Martin, „Sicherheitspolitische Probleme...“ (Problèmes en matière de politique de sécurité ...), page 20.

<sup>31</sup> L'appareil de la Sibir Airlines fut abattu le 4 octobre 2001 au-dessus de la mer noire ; tous les 78 passagers trouvèrent la mort. Le gouvernement ukrainien nia tout d'abord toute implication, bien que des manœuvres des forces aériennes de défense eussent lieu en même temps dans la Crimée. Des images satellites américaines prouvèrent cependant qu'un missile ukrainien avait touché l'avion. 10 jours après la catastrophe, le gouvernement ukrainien finit par reconnaître d'être responsable de la destruction de l'avion.

<sup>32</sup> LÜDEMANN, Ernst, „Abschied von der...“ (Adieux à ...), page 1052.

<sup>33</sup> KRUSHELNYCKY, Askold, „As the West slams door on Kyiv, Moscow opens other.“, *RFE/RL*, 29.01.2003.

<sup>34</sup> « L'Année de la Russie en Ukraine » en 2003 faisait suite à « l'Année de l'Ukraine en Russie » en 2002. Sous ce thème des manifestations culturelles et scientifiques sont organisées dans les deux pays visant à intensifier les relations amicales entre les deux pays. KRUSHELNYCKY, Askold, „As the West slams door on Kyiv, Moscow opens other.“, *RFE/RL*, 29.01.2003.

politique étrangère russe.<sup>35</sup> Le motif de cette attitude est d'ordre pragmatique : la Russie a besoin d'un voisin qui peut être contrôlé dans une mesure suffisante, afin qu'aucun adversaire et aucune menace pour les intérêts russes ne puissent naître sur ses flancs ouest et sud. Elle a également besoin d'un voisin qui soutient ou, au moins, tolère la politique étrangère et de sécurité russe. Afin de continuer à satisfaire à ses propres exigences de grande puissance, la Russie a besoin d'un allié fiable et du point de vue de la Russie cela ne peut être que l'Ukraine actuellement.

### 3. La révolution orange<sup>36</sup>

#### 3.1. Les candidats

À l'origine, 26 personnes s'étaient présentées comme candidats à l'élection présidentielle en automne 2004. Deux d'entre eux, dont le candidat du parti vert, se retirèrent environ un mois avant le premier tour du scrutin, laissant finalement 24 candidats en lice. Dès le début, seuls Viktor **Ianoukovitch** et Viktor **Iouchtchenko** avaient des chances sérieuses de remporter la victoire.

L'élection présidentielle en Ukraine était bien plus qu'une décision portant sur le futur chef de l'État. Les deux candidats principaux incarnaient des orientations différentes du développement politique du pays :

**Iouchtchenko**, un économiste libéral-démocrate, ancien premier ministre et président de la banque nationale, jouissant d'une renommée internationale pour son combat efficace contre l'inflation, se prononça ouvertement en faveur d'une orientation pro-occidentale de l'Ukraine, pour des réformes globales et pour la lutte contre la corruption. Il était le favori incontesté et le porteur d'espoir de l'Occident.

**Ianoukovitch**, chef du gouvernement en exercice, candidat favori de **Koutchma** et de **Poutine** et bras politique des groupes financiers et économiques importants de la région de Donetsk, située en Ukraine de l'est, refusa clairement l'ancrage à l'Ouest. Dans sa campagne électorale, il promit en revanche l'établissement du russe comme deuxième langue officielle, une augmentation immédiate des retraites ainsi qu'une voiture pour chaque ancien combattant, et cela aux frais de l'État.<sup>37</sup>

Dans les régions de l'Ukraine marquées par des valeurs occidentales, **Ianoukovitch** fut associé au vieux régime et à tout ce qui avait marqué le « système Koutchma » (corruption, violence, manipulation, centralisation). Dans la région russophone de Donetsk

<sup>35</sup> Le président **Poutine** fit cette déclaration après le sommet de Dniepropetrovsk au printemps 2001. Nouvelle dans *RFE/RL Newslines* des 8 et 12 février 2001.

<sup>36</sup> Pour la chronologie des événements voir l'annexe 1.

<sup>37</sup> Inconnu, „Die Wahlen in der Ukraine“ (Les élections en Ukraine), *Die Zeit* du 28.10.2004, page 5.

où l'industrie lourde est très présente, **Iouchtchenko** fut cependant présenté comme nationaliste, instigateur d'une guerre civile et esclave de l'Occident.<sup>38</sup> L'élection présidentielle était donc un choix entre le statut quo d'un pouvoir corrompu exercé par des clans d'oligarques, avec à la tête des structures quasi monarchiques et la voie de la modernisation économique à l'occidentale. Une voie qui signifiait en même temps une option pour la démocratisation et l'eupéanisation. La décision devait être prise par une société considérée pendant de longues années comme apathique et apolitique, ne sachant pas dans quelle direction s'engager.

### 3.2. La falsification de l'élection et la mobilisation des masses

La caractéristique essentielle de la campagne électorale présidentielle était une répartition inégale des ressources dans la compétition politique. La télévision nationale, source d'information principale pour la population ukrainienne, assura une grande présence médiatique au candidat du gouvernement, Viktor **Ianoukovitch**, qui fut également privilégié dans la campagne électorale sur le plan financier.<sup>39</sup>

Beaucoup de tentatives d'intimidation des partisans de l'opposition ont été révélées : menaces, chantages, pertes d'emploi, perte des places à l'université et arrestations. Le paroxysme de cette campagne électorale déloyale fut atteint avec l'attentat à la dioxine contre **Iouchtchenko**, soi-disant ordonné par les services secrets ukrainiens, et dont il souffre visiblement encore aujourd'hui. Le jour des élections, les observateurs de l'OSCE constatèrent de nombreuses irrégularités et manipulations électorales. Ainsi trois circonscriptions électorales, dans lesquelles **Iouchtchenko** avait obtenu la majorité des votes, ne furent pas prises en compte lors du décompte des voix. Les sondages électoraux effectués à la sortie des bureaux de vote prédirent une victoire claire de **Iouchtchenko**. Malgré les falsifications, le candidat de l'opposition prit un léger avantage sur **Ianoukovitch** (0,5 pour cent). Le résultat officiel suivant fut publié : 39,87 pour cent pour **Iouchtchenko**, 39,32 pour cent pour **Ianoukovitch**, 5,83 pour cent pour le socialiste **Moroz**, 5,03 pour cent pour le président du parti communiste de l'Ukraine **Symonenko**. Étant donné qu'aucun des candidats n'avait obtenu la majorité absolue, la date pour le deuxième tour fut fixée au 21 novembre.

<sup>38</sup> LUDWIG, Michael, „Wahlkampf mit Putins Hilfe“ (Campagne électorale avec l'aide de Poutine), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 27/10/2004, page 3.

<sup>39</sup> Pour les détails voir le rapport de la mission d'observation des élections de l'OSCE du 1<sup>er</sup> novembre 2004, disponible sous : <http://www.osce.org/documents/odihr/2004/>

La plupart des autres candidats du premier tour se prononcèrent maintenant pour **Iouchtchenko**. Des intellectuels, des artistes et des sportifs éminents se déclarèrent partisans de l'opposition démocratique.

En outre, un grand nombre d'organisations représentant la société civile, avant tout des groupements de jeunes et d'étudiants devinrent actifs. Les mineurs des régions est et sud de l'Ukraine étaient cependant majoritairement du côté de **Ianoukovitch**. Ce qui était frappant dans cette phase, c'était l'engagement et l'intérêt politiques de la population en général : 20 millions de spectateurs suivirent la discussion télévisée entre les deux candidats – un résultat phénoménal pour une république successeur de l'Union soviétique.<sup>40</sup> La mobilisation des citoyens ukrainiens fut accompagnée de mesures antidémocratiques et de manœuvres juridiquement douteuses du gouvernement Koutchma : les gouverneurs des régions dans lesquelles **Iouchtchenko** avait remporté la majorité au premier tour, furent licenciés et les recteurs des universités sommés de renvoyer des universités les étudiants manifestant pour l'opposition.

### 3.2.1. La falsification du deuxième tour de l'élection (21 novembre 2004)

Dès la soirée électorale du 21 novembre 2004, les observateurs de l'OSCE avaient le soupçon que le résultat de l'élection ait pu être falsifié en faveur de **Ianoukovitch**. Après que d'innombrables intimidations contre des électeurs, des collaborateurs dans les bureaux de vote et même des observateurs des élections aient été révélées,<sup>41</sup> la mission de l'OSCE refusa de reconnaître le résultat officiel de l'élection. Parmi les « techniques » documentées de la fraude électorale on peut citer « l'échange » de bulletins de vote remplis ou vierges contre une somme d'argent, le vol de listes électorales et de bulletins de vote ainsi que la manipulation abusive de ce qu'on appelle les certificats d'absence.<sup>42</sup>

Un autre fait marquant était le taux de participation extrêmement élevé aux élections (99 à 100 pour cent) dans les régions orientales qui avait énormément augmenté par rapport au

---

<sup>40</sup> PIEHL, E., „Hauptphasen und Ergebnisse, wichtigste Akteure im In- und Ausland sowie Gesamtbewertung der Präsidentenwahlen 2004 und der ausgelösten revolutionären Wirkungen“ (Les phases principales et les résultats, les acteurs les plus importants en Ukraine et à l'étranger ainsi que l'évaluation globale de l'élection présidentielle en 2004 et des effets révolutionnaires qui en résultent), page 412 dans PIEHL, E./SCHULZE, P. W./TIMMERMANN, H., *Die offene Flanke der Europäischen Union. Russische Föderation, Belarus, Ukraine und Moldau (Le flanc découvert de l'Union européenne. La Fédération russe, le Bélarus, l'Ukraine et la Moldavie)*, Berlin 2005.

<sup>41</sup> Pour les détails voir le rapport de la mission d'observation des élections de l'OSCE du 1<sup>er</sup> novembre 2004, disponible sous : [www.osce.org](http://www.osce.org)

<sup>42</sup> Quelques cas de « tourisme électoral » furent également observés. Un certain nombre d'électeurs de **Ianoukovitch** furent transportés en autocar d'un bureau de vote à l'autre et pouvaient ainsi voter plusieurs fois ; voir le rapport électoral n° 3 de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung de Ralf WACHSMUTH et Igor PLASCHKIN; source : <http://www.kas.de>.

premier tour avec une participation de 70 pour cent. Selon les résultats officiels de l'élection, la population dans ces régions se prononça avec une majorité de 90 pour cent pour **Ianoukovitch**. De cette manière, celui-ci obtint au deuxième tour au « Donbass » plus d'un million de voix de plus qu'au premier tour. Des sondages sérieux réalisés après l'élection révélèrent cependant une avance sur son rival de plus de 10 pour cent pour **Iouchtchenko**.<sup>43</sup>

Le résultat officiel, selon lequel **Ianoukovitch** avait une avance de presque 3 pour cent sur **Iouchtchenko** (**Ianoukovitch** : 49,45 pour cent, **Iouchtchenko** : 46,61 pour cent), ne fut pas signé par tous les membres de la commission électorale centrale. En regardant la répartition géographique des votes, on s'aperçoit que la partie ouest du pays, majoritairement ukrainophone, tout comme l'Ukraine centrale votèrent massivement pour **Iouchtchenko**, tandis que la population dans les régions orientales avec leur grande minorité russe et majoritairement russophone ainsi que les habitants de la Crimée votèrent pour **Ianoukovitch**.

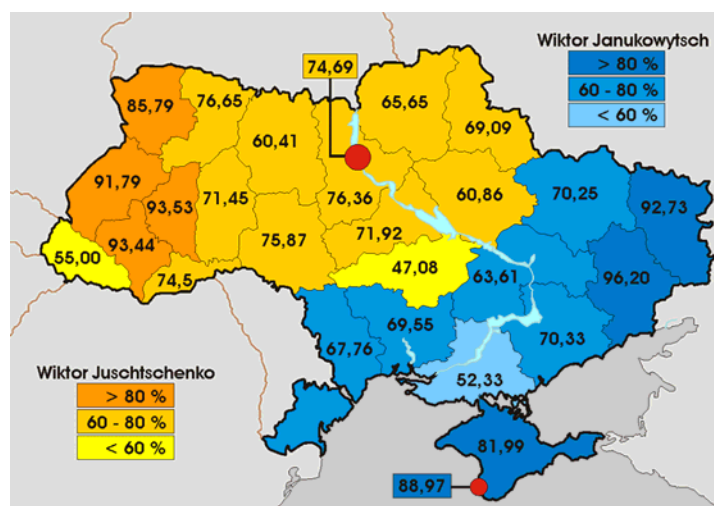


Figure 2: Exploitation graphique officielle du ballottage du 21 novembre 2004 suivant les régions (oblasts)

Source : [www.cvk.gov.ua](http://www.cvk.gov.ua)

L'opposition commença tout de suite à réunir des preuves pour la manipulation de l'élection et soumit au tribunal suprême la demande d'invalidier le scrutin de ballottage. Les premières manifestations de masse contre la fraude électorale commencèrent dès le 22 novembre sur la place de l'Indépendance à Kiev – *le Maidan* - bientôt ils étaient plus de 100 000 manifestants.

<sup>43</sup> Les résultats des sondages post électoraux réalisés par l'Institut international de sociologie de Kiev / Centre de recherche Razoumkov / Fondation « Initiatives démocratiques » : 54 pour cent pour Iouchtchenko, 43 pour cent pour **Ianoukovitch**, voir le rapport électoral n° 3 de la fondation Konrad Adenauer élaboré par Ralf WACHSMUTH et Igor PLASCHKIN, source : <http://www.kas.de>.

La place de l'Indépendance à Kiev devint le centre et le symbole de la « révolution orange ». Outre un écran et une tribune, les manifestants montèrent, malgré le froid glacial, un village de toile. De nombreux groupes de jeunes s'occupaient de l'organisation de la manifestation et assuraient les services sanitaires, le nettoyage, la distribution de boissons chaudes et de repas. La minorité des partisans de Ianoukovitch ainsi que la police et la milice furent également approvisionnés. Le maire de la ville de Kiev mettait la mairie et plusieurs autres bâtiments municipaux à la disposition des manifestants. D'un côté cela constituait une amélioration dans le domaine de l'organisation, d'un autre côté, la présence du mouvement de protestation dans l'espace public s'en trouvait renforcée.

Tous ces facteurs contribuèrent à ce qu'il n'y eut pas d'affrontements violents pendant la « révolution orange ». Les pouvoirs publics n'auraient pu faire valoir aucune raison d'intervenir. Depuis fin novembre la police, les militaires et les groupes de milice se tenaient prêts dans le centre de Kiev et également dans les environs de la ville. Bien que le scénario sombre d'un état d'urgence ou d'une guerre civile ne pût être exclu pendant toute la révolution, il y avait toujours des signaux discrets de soutien de la part de la police et de l'armée. Le commandement de l'armée fit très vite comprendre qu'il ne se laisserait pas entraîner dans un conflit intérieur.<sup>44</sup> D'autres militaires se mettaient avec ostentation à côté de **Iouchtchenko** sur la tribune de la place de l'Indépendance. Dès le 28 novembre, le gouvernement en place n'avait donc pratiquement plus l'option d'employer les forces armées contre l'opposition !<sup>45</sup>

La déclaration des diplomates ukrainiens à Washington du 24 novembre 2004 dans laquelle ils se solidarisèrent avec le peuple ukrainien est également considérée comme un acte de désobéissance civile commis par des fonctionnaires de l'État. 200 autres diplomates ukrainiens s'associèrent à cette déclaration. Parmi les acteurs représentatifs de la société civile qui soutenaient la révolution, il manquait cependant les syndicats, les associations patronales ainsi que les organisations non-gouvernementales traditionnelles. La raison en réside dans la dépendance financière de ces groupes vis-à-vis de l'État ukrainien. L'hypothèse selon laquelle on leur a ordonné de se taire semble plausible.<sup>46</sup>

Après Kiev, le 26 novembre 2004, d'autres villes ukrainiennes comme Lviv, Ivano-Frankivsk, Loutsk, Vinnytsia et Khmelnytsky se mirent du côté de **Iouchtchenko**. Dès la publication des résultats par la commission électorale centrale le 24 novembre 2004, selon lesquels **Ianoukovitch**, avec 49,45 pour cent, était placé clairement devant le candidat de

<sup>44</sup> Inconnu, „Der Befehl wurde nicht befolgt“ (L'ordre ne fut pas exécuté), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 20/12/2004.

<sup>45</sup> Inconnu, „Ukrainian President spurned pressure over protesters“, *Financial Times* du 13.12.2004.

<sup>46</sup> PIEHL, E., „Hauptphasen und Ergebnisse...“ (Les phases principales...), page 422.

l'opposition, avec 46,61 pour cent, les protestations avaient pris de l'ampleur. La manifestation se dirigea vers le bâtiment abritant le parlement et vers le palais présidentiel. Les hommes scandèrent des slogans contre la fraude électorale et demandèrent la démission du gouvernement **Ianoukovitch**. Il y eut des barrages routiers empêchant la circulation et l'appel à la grève générale se fit entendre.

En même temps, la cour suprême de l'Ukraine redonnait espoir aux partisans de l'opposition démocrate. La cour suprême interdit la publication des résultats électoraux avant que ne soient levés les reproches de fraude électorale formulés par l'opposition. Pendant cette période, il était interdit de proclamer un nouveau président.

Les tensions politiques renforçaient par ailleurs l'antagonisme est-ouest qui avait déjà été évident en Ukraine. Les partisans de **Ianoukovitch** originaires des régions de l'Ukraine de l'est se rendirent à Kiev pour défendre leur candidat, le cas échéant également par la force. Le 28 novembre 2004, quelques 150 000 personnes descendirent dans la rue dans la ville minière de Donetsk et demandèrent l'autonomie de la région au cas où **Iouchtchenko** l'emporterait. Des exigences similaires venaient d'Odessa et le gouverneur de Kharkov, **Kouchnariov**, annonça à la télévision que son territoire ne verserait plus d'impôts à la capitale, et à Sébastopol, on parlait de « règne de la populace » pour désigner la situation à Kiev. **Ianoukovitch** se rendit cependant impopulaire par le soutien démonstratif qu'il apportait aux mouvements séparatistes et perdit ainsi en partie la confiance du président.

### **3.2.2. L'annulation du deuxième tour du scrutin et nouvelle élection**

Le 3 décembre 2005, les juges de la cour suprême de l'Ukraine annulèrent le scrutin de ballottage du 21 novembre en raison des nombreuses fraudes électorales constatées. La déclaration de la commission électorale centrale qui avait proclamé **Ianoukovitch** vainqueur de l'élection fut également déclarée nulle. La date de la nouvelle élection fut fixée au 26 décembre 2004. L'organe suprême de la justice jouit en Ukraine d'une grande autorité et il est relativement indépendant ; ses décisions ne peuvent pas être contestées et sont immédiatement contraignantes. C'est la raison pour laquelle l'arrêt fut accepté sans grandes protestations par toutes les parties prenantes.

Suite à de vifs débats, le parlement se prononça le 8 décembre 2004 également en faveur d'une nouvelle élection. L'entrée en vigueur de la réforme constitutionnelle prévue fut reportée à septembre 2005 afin que le président élu puisse encore former son

gouvernement conformément aux anciens principes.<sup>47</sup> Grâce à ces mesures, la crise qui avait frappé la société et l'État ukrainiens s'atténuait considérablement.

Les premiers sondages annoncèrent déjà la victoire de **Iouchtchenko**.<sup>48</sup> Selon le rapport des observateurs des élections de l'OSCE, l'élection du 26 décembre 2004 présenta de nettes améliorations par rapport aux tours de scrutin précédents. Les observateurs recommandèrent cette fois de reconnaître le résultat de l'élection. Le 28 décembre la commission électorale publia le résultat officiel suivant : plus de 80 % des électeurs inscrits étaient de nouveau allés aux urnes, 51,99 % avaient voté pour **Iouchtchenko**, 44,19 % pour **Ianoukovitch**.

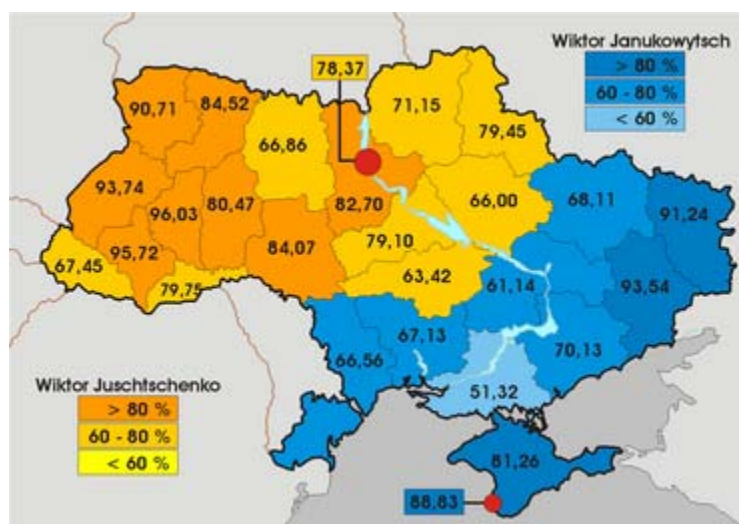


Figure 3: Exploitation graphique officielle du deuxième scrutin de ballottage du 26.12.04 en fonction des régions

Source : [www.cvk.gov.ua](http://www.cvk.gov.ua)

C'est au centre et à l'ouest du pays que le candidat de l'opposition eut le plus de succès, à Donetsk et Lougansk il n'obtint cependant que 4,21 % et 6,21 % des voix. Le candidat du gouvernement l'emporta dans huit régions, dans la ville de Sébastopol et dans la république autonome de la Crimée. Les partisans de **Ianoukovitch** déclarèrent anticonstitutionnelle la nouvelle élection et intentèrent à partir du 30 décembre de nombreuses actions en annulation auprès de la cour suprême. Certes ces actions furent refusées comme non fondées, mais l'installation de **Iouchtchenko** dans ses fonctions fut retardée par leur examen. Le 31 décembre 2004 **Ianoukovitch** se démit de ses fonctions de premier ministre. La cérémonie officielle de prestation de serment du nouveau

<sup>47</sup> À l'avenir, le gouvernement ukrainien sera élu par le parlement sur proposition du président.

<sup>48</sup> Voici les résultats des sondages post électoraux réalisés par différents instituts : Institut international de sociologie de Kiev / Centre de recherche Razoumkov : 56,31 % pour Iouchtchenko et 41,31 % pour **Ianoukovitch** ; monitoring social : 58,1% pour Iouchtchenko et 41% pour **Ianoukovitch** ; ICTV (The Luntz Research Company, Penn, Schoen & Berland): 56,5 % pour Iouchtchenko et 41 % pour **Ianoukovitch**; Source: Rapport électoral n° 4 de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung réalisé par Ralf WACHSMUTH et Igor PLASCHKIN; disponible sous : <http://www.kas.de>.

président eut lieu le 23 janvier 2005 au parlement ukrainien. Dans son discours d'investiture, **Iouchtchenko** souligna les ambitions européennes de l'Ukraine ainsi que le maintien de l'unité du pays. Le cauchemar redouté de voir les partisans de **Ianoukovitch**, originaires de l'Ukraine de l'est, manifester violemment à Kiev contre les résultats de l'élection, ne se confirma heureusement pas. Ainsi se termina après 57 jours le marathon électoral ukrainien, accompagné par une révolution pacifique des citoyens, unique dans son genre.

#### **4. Les scénarios de développement pour l'Ukraine**

Avant, pendant et immédiatement après la « révolution orange », l'avenir de l'Ukraine faisait l'objet d'un grand nombre de spéculations. De nombreux nouveaux « experts de l'Ukraine » lancèrent un vrai flot de scénarios possibles. À peu près un an après la « révolution orange », ce mémoire se propose maintenant d'examiner et d'évaluer les quatre scénarios suivants.

##### **4.1. La guerre civile**

Le scénario d'une guerre civile entre les fractions pro-russes de la population d'un côté et les groupes à dominante ukrainienne de l'autre – menace obscure brandie assez souvent en amont et pendant la campagne électorale – se révéla très vite irréaliste. Une escalade de la violence put être empêchée en particulier par la déclaration de neutralité des militaires et par le comportement réfléchi de tous les acteurs concernés pendant la « révolution orange ». La déclaration publique faite par le commandement du service de sécurité de l'Ukraine en la personne de plusieurs généraux, dans laquelle ils faisaient savoir qu'ils étaient du côté du peuple, y contribua également de manière décisive.<sup>49</sup>

Pendant les 12 derniers mois, il n'y a pas eu d'incursions militaires politiquement motivées en Ukraine et il n'y a pas de signes qui annonceraient la formation d'une « 5<sup>e</sup> colonne » armée au sein de la minorité russe. On s'accommodait vite des nouveaux dirigeants politiques et essaie maintenant d'imposer ses objectifs et intérêts vis-à-vis des nouveaux détenteurs du pouvoir sur le plan politique.

---

<sup>49</sup> SIMON, Gerhard, „Neubeginn in der Ukraine: Vom Schwanken zur Revolution in Orange“ (Nouveau départ en Ukraine : De l'hésitation à la révolution orange), *Osteuropa Magazin*, édition 55/2005, page 25.

#### 4.2. L'éclatement de l'État

Depuis son indépendance, les deux parties de l'Ukraine se sont rapprochées. Les déchirements internes, que connaissent certains autres États successeurs de l'Union soviétique comme par exemple la Moldavie et la Géorgie, lui sont épargnés.

Néanmoins, **Ianoukovitch** et certains membres des anciennes élites de l'Ukraine de l'est brandissaient pendant la « révolution orange » le spectre séparatiste. Menacés de la perte de leur pouvoir, de leurs relations et de leurs privilèges, les dirigeants politiques et les oligarques de cette région, étroitement liés aux premiers, développèrent presque du jour au lendemain un plan visant à créer une « République autonome ukrainienne du Sud-Est » avec Kharkov comme capitale. Ce plan si rapidement élaboré fut réduit à néant quelques jours plus tard, au début du mois de décembre 2004, avant tout faute d'un soutien clair de la part de la Russie. Le président **Koutchma** prit également rapidement ses distances avec les séparatistes, ce qui incita également **Ianoukovitch** à modifier sa tactique électorale.

Lors de sondages réalisés au début du mois de décembre 2004, 78,1 % des personnes interrogées se prononcèrent contre la création d'une République du sud-est au sein de l'Ukraine et 86,2 % refusèrent la cession du « Donbass » à la Russie. Bien que les chiffres s'appliquent à l'ensemble de l'Ukraine et ne soient pas répartis suivant les régions, il est clair que le séparatisme n'est pas enraciné dans la partie est de l'Ukraine. Les revendications séparatistes réclamant la division du pays sont au contraire perçues comme une menace et refusées.<sup>50</sup>

Très vite, il devint clair qu'il n'y aurait pas de « contre-révolution » dans les régions du sud-est de l'Ukraine malgré les menaces d'une « marche des mineurs » sur Kiev, brandies à plusieurs reprises. Là-bas aussi, on s'accommoda vite de la nouvelle donne politique et les oligarques essayèrent de nouer rapidement de bons contacts avec **Iouchtchenko**.

Néanmoins, l'élection a clairement montré la séparation géographique du pays : Il n'y avait que trois régions, où le vainqueur a obtenu moins des deux tiers des voix, le « Donbass » et la péninsule de Crimée étant les fiefs du perdant **Ianoukovitch**.

Le développement après la « révolution orange » a dégagé cependant aussi des tendances qui laissent penser à un rapprochement des positions dans les différentes régions sur le long terme. L'unité étatique de l'Ukraine n'est pas du tout fragilisée par les différences dans les régions et elle n'était à aucun moment sérieusement menacée. Enfin et surtout, l'image d'une Ukraine orientale « russe » et d'une Ukraine occidentale « ukrainienne » est une simplification trompeuse. Au cours des premiers mois de son mandat, **Iouchtchenko** avait surtout gagné en popularité dans les régions de l'est et du sud, tandis que

<sup>50</sup> SIMON, Gerhard, „Neubeginn in der...“ (Nouveau départ...), page 28.

**Ianoukovitch** avait subi des pertes en partie dramatiques dans son propre électorat. Aujourd'hui, une large majorité de la population considère, selon les informations de sept instituts de sondage ukrainiens non gouvernementaux, publiées sur Internet par le centre de recherche Razoumkov, que les relations avec les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne sont équilibrées – contrairement à l'évaluation de la politique étrangère de **Koutchma**, il y a un an. Plus d'un tiers des personnes interrogées nourrissent l'espoir que les relations entre la Russie et l'Ukraine s'amélioreraient sous **Iouchtchenko**, un nombre nettement moins élevé, à savoir seulement un habitant sur cinq, était convaincu du contraire.<sup>51</sup>

Les positions qu'adoptent les populations dans les différents territoires ukrainiens ne sont donc pas du tout gravées dans le marbre. Ce bilan est également confirmé par le fait que la partie du pays comprenant l'ouest et le centre s'est beaucoup agrandie depuis l'élection présidentielle de 1994 (à laquelle se réfère Huntington) et que la ligne de « séparation » semble s'être déplacée entre-temps en direction de l'est et du sud, faisant changer de camp quatre régions.

#### **4.3. La réintégration dans la zone d'influence russe / la réunification avec la Russie**

Une réintégration dans la zone d'influence russe dépend fortement des possibilités d'une adhésion de l'Ukraine à l'UE. Si l'Ukraine continue d'être exclue de l'UE, elle n'aura presque pas d'autre choix que de retenir « l'option orientale ». L'objectif consisterait alors d'arriver à une intégration complète de l'Ukraine dans l'union douanière, monétaire et économique avec la Russie dans le cadre d'un espace économique unique. L'adaptation aux normes russes qui serait alors inévitable, signifierait un grand éloignement de l'Occident. Le président **Iouchtchenko** précisa à plusieurs reprises que l'alternative « soit l'UE soit la Russie » était hors de question pour lui. L'orientation claire vers l'Occident du président fait que ce scénario est momentanément également invraisemblable.

Du point de vue actuel, un effondrement de l'État ou une réunification de l'Ukraine avec la Russie constituent donc des hypothèses plus ou moins aberrantes. Sans aucun doute les fortes communautés ethniques russes, en particulier dans la péninsule autonome de Crimée et le « Donbass », reflètent plutôt une unité de pensée avec la Russie et une certaine distance par rapport aux dirigeants ukrainiens. Mais une analyse détaillée montre que les Russes ethniques de l'Ukraine ne peuvent pas nécessairement être désignés comme le moteur d'une réunification avec la Russie. Beaucoup de Russes sont originaires

---

<sup>51</sup> Pour ce paragraphe voir LÜDEMANN, Ernst, „Ost-West-Süd in der Ukraine...page 181.

de familles vivant depuis des siècles en Ukraine. Ils sont des citoyens loyaux de ce pays, ils ne veulent ni le rattachement à la Russie ni un partage de l'Ukraine, ils se considèrent plutôt comme la véritable Ukraine. D'autres habitants, en particulier les ouvriers industriels russes, nourrissent sans aucun doute toujours des souvenirs nostalgiques du passé soviétique. Mais cette attitude provient souvent plus d'une déception économique que d'un refus fondamental de l'indépendance ukrainienne. Cette unanimité relative des territoires ukrainiens est désormais également reconnue par les politologues russes.<sup>52</sup>

Malgré la prise de parti nette de **Poutine** pour Viktor **Ianoukovitch** et la décision claire du gouvernement **Iouchtchenko** pour un rapprochement avec les structures euro-atlantiques, laquelle est vue d'un mauvais œil par la Russie, **Poutine** et **Iouchtchenko**, au cours de leurs rencontres en janvier 2005 à Moscou (premier voyage à l'étranger de **Iouchtchenko**) et le 19 mars 2005 à Kiev, ont fait preuve de pragmatisme en jetant les bases d'une relation constructive.

La « révolution orange » a fait comprendre au gouvernement russe qu'il doit accepter le régime librement élu de l'Ukraine et que sa politique d'ingérence provoque plus de mal que de bien.

#### 4.4. L'intégration dans l'UE

La « révolution orange » et l'élection de Viktor **Iouchtchenko** à la présidence entraînent également un changement de paradigme dans la politique étrangère ukrainienne. Contrairement aux tergiversations politiques sous l'ancien président **Koutchma**, le rapprochement de l'Ukraine avec l'Europe est une priorité absolue. L'Ukraine cherche maintenant à devenir membre à part entière de l'UE et demande également une perspective d'adhésion à l'OTAN.

L'Ukraine est l'un des destinataires les plus importants du concept « Nouveaux voisins » de l'UE, dont le but consiste en la création d'un espace de valeurs communes et l'intégration économique et culturelle. Le « plan d'action UE-Ukraine », une feuille de route portant sur trois ans et visant à une intégration économique et une coopération politique renforcée, négocié en 2004, fut mis en vigueur par le Conseil de coopération UE-Ukraine le 21 février 2005 à Bruxelles. Kiev en espérait en particulier la reconnaissance

<sup>52</sup> Les réponses à un sondage réalisé par le service sociologique du centre de recherche de Razoumkov le 16 octobre 2003 pendant la crise autour de la péninsule Tuzla, lorsqu'il y avait de graves tensions entre les deux États, sont révélatrices de l'opinion régnant dans les territoires russophones sur la loyauté envers l'État ukrainien ou le rapprochement avec la Russie. Dans toutes les régions, la grande majorité des personnes interrogées s'inquiétait de l'escalade, elles estimaient que les activités russes étaient ciblées et méthodiques, et une grande majorité dans le pays se prononça unanimement en faveur de la sauvegarde inconditionnelle de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. À Donetsk, 18 pour cent des personnes interrogées se disaient alors prêtes à défendre l'intégrité des frontières ukrainiennes même par la force, c'est-à-dire encore plus qu'à Lvov. LÜDEMANN, Ernst, „Ost-West-Süd in der Ukraine...page 184.

de l'Ukraine comme économie de marché, un soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'OMC et une simplification des procédures d'octroi de visas. Les dénommés « 10 points » adoptés par le Conseil de coopération UE-Ukraine en complément au plan d'action, tiennent compte de ces attentes de l'Ukraine. En plus, il a été convenu de dresser un bilan commun au printemps 2006 lors de la mise en œuvre du plan d'action.<sup>53</sup>

Une adhésion de l'Ukraine sans prise en considération parallèle de la Russie comporte cependant également des dangers. Dans ce cas, une obligation de visa pour la Russie serait probablement introduite, entravant la libre circulation des personnes et se heurtant à une grande résistance des minorités russes.

Même si, à court ou à moyen terme, il n'existe pas de perspective d'adhésion à l'UE pour l'Ukraine, cette hypothèse reste à long terme la perspective la plus réaliste. La solution idéale pour l'Ukraine serait sans aucun doute une adhésion simultanée de la Russie, son grand voisin, afin de lui épargner un déchirement entre l'Est et l'Ouest.

## 5. Conclusions

La « révolution orange » a provoqué un changement en Ukraine, lui permettant de rattraper une évolution que l'Europe de l'Est et l'Europe centrale ont déjà vécue à la fin des années 80. Le changement de pouvoir pacifique lui a offert une chance dont d'autres pays comme la Moldavie, la Biélorussie et la Géorgie sont à cent lieues. Il serait insensé de vouloir nier les grandes différences régionales entre l'est et l'ouest, le centre et le sud de l'Ukraine. Elles sont frappantes. Il n'est pas faux non plus d'attribuer ces différences à certaines caractéristiques linguistiques et culturelles ainsi qu'à des positions politiques qui penchent soit vers le monde euro-atlantique soit vers la Russie. Mais les groupements et les populations qu'on présente toujours comme antagonistes n'ont pas des positions aussi figées qu'on prétend, et l'Ukraine est bien loin d'une scission ou d'un déchirement.

Cela se confirme en matière de politique linguistique qui montre, en y regardant de plus près, un succès de l'ukrainisation, la langue et la culture russes conservant cependant leur droits. Et même les églises, facteurs socio-politiques importants, ne sont pas profondément antagoniques ; au cours de la « révolution orange » elles ont même découvert des points communs. La victoire des démocrates et des défenseurs d'un État de droit renforcera probablement davantage la cohésion du pays.

---

<sup>53</sup> Les rapports avec l'UE restent basés sur l'accord de partenariat et de coopération (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1998), sur la stratégie commune UE-Ukraine, adoptée par le Conseil européen à Helsinki le 14 décembre 1999 ainsi que sur le « concept de voisinage » approuvé par la Commission européenne et les membres de l'UE.

Le chemin de l'Ukraine va vers l'Europe ! À long terme, le pays trouvera sa place en Europe, tout en tenant compte des rapports particuliers avec la Russie. Le vice-premier ministre **Oleg Rybatchouk** l'a formulé de façon pertinente le 30 mai 2005 : « *L'Ukraine est et demeure un État national à multiples facettes, mais en même temps un État national européen à part entière. Plus encore, l'idée européenne est l'une des idées fédératrices les plus importantes, elle est apte à unir tous les Ukrainiens* ». <sup>54</sup>

Mais les problèmes quotidiens de l'Ukraine assombrissent l'atmosphère et rendent difficile le décollage du pays : la pauvreté de grandes parties de la population, l'important taux de chômage allant jusqu'à 50 % dans certaines régions et la corruption élevée sont les problèmes les plus urgents qu'il convient de résoudre rapidement. À cela s'ajoute un développement démographique inquiétant dû à une mortalité infantile élevée, une faible espérance de vie et une large propagation du SIDA. Rien qu'entre 1992 et 2003, l'Ukraine a perdu 3,6 millions de ses habitants. Selon certaines estimations, la population de l'Ukraine pourrait passer de 52 millions aujourd'hui à 35 millions en 2050 !

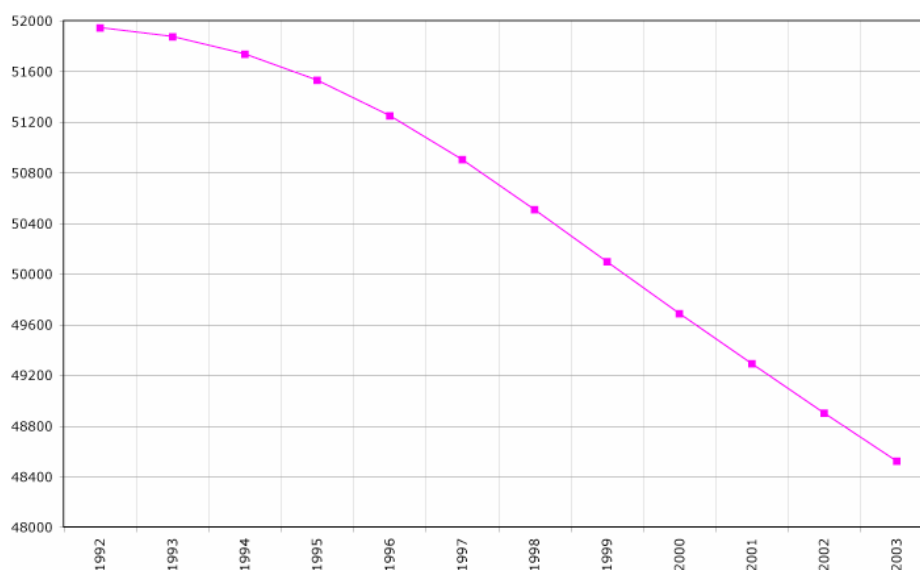


Figure 4 : Développement démographique en Ukraine

Source : [www.faostat.fao.org](http://www.faostat.fao.org)

Le nouveau gouvernement sous **Iouchtchenko** sera mesuré à l'aune de sa capacité d'apporter des solutions à ces problèmes moyennant les réformes annoncées. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'histoire portera un jugement définitif sur le succès ou l'échec de la « révolution orange ».

<sup>54</sup> RYBATCHOUK, Oleg: „Die europäische Idee vereint die Ukraine“ (L'idée européenne unit l'Ukraine), *Osteuropa: Zeitschrift für Gegenwartsfragen des Ostens*, n° 55/2005, p. 120.

## Annexe 1: LA CHRONOLOGIE DE LA « RÉVOLUTION ORANGE »

31 octobre 2004	Premier tour de l'élection présidentielle. Une faible avance du chef de l'opposition Iouchtchenko (39,87 %) sur le candidat du gouvernement Ianoukovitch (39,32 %). De nombreux doutes des instances d'observation des élections (p. ex. OSCE) sur le déroulement correct du vote.
21 novembre 2004	Deuxième tour de l'élection présidentielle : scrutin de ballottage entre Ianoukovitch et Iouchtchenko. La commission centrale électorale de l'Ukraine déclare Ianoukovitch vainqueur, bien que le résultat précis ne soit pas encore connu. Le président russe Poutine fête Ianoukovitch comme nouveau chef de l'État. En raison de manipulations et de violations de la loi électorale systématiques les observateurs de l'élection ne reconnaissent pas le scrutin de ballottage.
22 novembre 2004	Début de la mobilisation démocratique sur le Maidan (place de l'Indépendance) à Kiev. L'opposition soumet à la cour de justice suprême les premières preuves de fraudes électorales et demande l'annulation de l'élection.
23 novembre 2004	Prestation de serment symbolique de Iouchtchenko devant le parlement ukrainien, la Verkhovna rada.
24 novembre 2004	Publication du résultat officiel du scrutin de ballottage par la commission électorale centrale : Viktor Ianoukovitch : 49,46% ; Viktor Iouchtchenko : 46,61%. Extension de l'opposition démocratique et du mouvement de protestation.
26 novembre 2004	Ianoukovitch et Iouchtchenko déclarent d'un commun accord de vouloir résoudre le conflit sans violence. Début des négociations entre les deux camps avec la participation de médiateurs internationaux.
27 novembre 2004	Décision parlementaire d'annuler le scrutin de ballottage et de destituer la commission électorale (juridiquement non contraignante, mais politiquement importante).
28 novembre 2004	« Mobilisation anti-Iouchtchenko » et menace de sécession des régions orientales (p. ex. Donetsk).
30 novembre 2004	Le président Koutchma, partisan du camp de Ianoukovitch, approuve de façon inattendue les nouvelles élections.
01 décembre 2004	Le parlement ukrainien vote une motion de censure à l'encontre du gouvernement de Ianoukovitch. Le chef du gouvernement déclare la décision illégale et refuse de démissionner.
03 décembre 2004	Décision de la cour suprême : annulation du scrutin de ballottage en raison de fraudes prouvées ; destitution de la commission électorale ; décision d'organiser une nouvelle élection le 26 décembre 2004.
08 décembre 2004	Dans le cadre d'un échange politique entre le gouvernement et l'opposition démocratique, le parlement ukrainien adopte une réforme constitutionnelle, qui constitue une condition politique pour apporter les amendements nécessaires à la loi électorale.
11 décembre 2004	Les médecins de Iouchtchenko confirment que le candidat de l'opposition fut empoisonné à la dioxine pendant la campagne électorale.
26 décembre 2004	Nouveau scrutin de ballottage. Victoire de l'opposition démocrate avec 51,99 % des voix pour Iouchtchenko et 44,19 % pour Ianoukovitch. Acceptation des résultats par les observateurs internationaux des élections.
31 décembre 2004	Démission de Ianoukovitch de la fonction de chef de gouvernement.
30 décembre 2004 - 20 janvier 2005	La cour suprême refuse les actions en annulation de l'élection intentées par le candidat du gouvernement Ianoukovitch. L'examen des actions retarde l'installation du nouveau président dans ses fonctions.
23 janvier 2005	Prestation de serment de Iouchtchenko en tant que président de l'Ukraine, la « révolution orange » se termine après 57 jours.

## Annexe 2: CARTE POLITIQUE DE L'UKRAINE (2005)



## Annexe 3: LES GAZODUCS EN EUROPE



## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

ALEXANDROVA, Olga, „Strategische Partnerschaft aus russischer Sicht“ (Le partenariat stratégique du point de vue russe), *Bundesinstitut für Ostwissenschaftliche Studien*, n° 24/1997, Cologne 1997

HAMALIJ, Dr. Michael, „Der politische und wirtschaftliche Transformationsprozess in der Ukraine nach zehn Jahren Unabhängigkeit“ (Le processus de transformation politique et économique en Ukraine après dix ans d'indépendance), *Ost- und Mitteleuropa Verein e.V.*, Hambourg, 2002

HARAN, Oleksij, „Kucmas zweite Amtszeit als Präsident der Ukraine: Neuer Start für Reformen?“ (Le deuxième mandat de Koutchma en tant que président de l'Ukraine : Nouveau départ pour des réformes ?), *Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, n° 19/2000, Cologne 2000

MALEK, Martin, *Sicherheitspolitische Probleme der Ukraine (Problèmes de l'Ukraine en matière de politique de sécurité)*, Étude de la Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin 2002

OLSZANSKI, Tadeusz, *Die Ukraine und Russland: Von der Desintegration zur Reintegration?*, (*L'Ukraine et la Russie : de la désintégration à la réintégration ?*), Mannheim, mars 2002

PIEHL, E., „Hauptphasen und Ergebnisse, wichtigste Akteure im In- und Ausland sowie Gesamtbewertung der Präsidentenwahlen 2004 und der ausgelösten revolutionären Wirkungen“ (Les phases principales et les résultats, les acteurs les plus importants en Ukraine et à l'étranger ainsi que l'évaluation globale de l'élection présidentielle en 2004 et des effets révolutionnaires qui en résultent), page 412 *dans* PIEHL, E./SCHULZE, P. W./TIMMERMANN, H., *Die offene Flanke der Europäischen Union. Russische Föderation, Belarus, Ukraine und Moldau (Le flanc découvert de l'Union européenne. La Fédération russe, le Bélarus, l'Ukraine et la Moldavie)*, Berlin 2005

TARAS Kuzio, Robert S. KRAVCHUK, Paul D'ANIERI (Eds), *State and Institution Building in Ukraine*, New York 1999

### ARTICLES

Inconnu, „Der Befehl wurde nicht befolgt“ (L'ordre ne fut pas exécuté), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 20/12/2004

Inconnu, „Die Wahlen in der Ukraine“ (Les élections en Ukraine), *Die Zeit* du 28.10.2004

Inconnu, „Ukrainian President spurned pressure over protesters“, *Financial Times* du 13.12.2004

KRUSHELNYCKY, Askold, „As the West slams door on Kyiv, Moscow opens other.“, *RFE/RL Newslines*, 29.01.2003

KRUSHELNYCKY, Askold, "Ukraine: Isolated from the West, Kyiv Renews Ties with Russia", *RFE/RL Newslines*, 19.12.2002

LÜDEMANN, Ernst, „Abschied von der „Multivektorialität“ – Die Außenpolitik der Ukraine in unruhigen Zeiten“ (Adieux à la multivectorialité – la politique étrangère de l’Ukraine dans des périodes troublées) *Osteuropa*, 52<sup>e</sup> année, 8/2002

LÜDEMANN, Ernst, „Ost-West-Süd in der Ukraine: Auseinanderstreben oder Konsolidierung?“, *Der Bürger im Staat: „Nach der Orangenen Revolution“*, (Est - Ouest - Sud en Ukraine : Séparation ou consolidation ?, *Le citoyen dans l’État : « Après la révolution orange »*), 55<sup>e</sup> année, cahier 4, 2005

LUDWIG, Michael, „Wahlkampf mit Putins Hilfe“ (Campagne électorale avec l’aide de Poutine), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 27/10/2004

MOVCHAN, Mykola, „Zehn Jahre Unabhängigkeit: Die Ukraine und ihre Außenpolitik (1991 – 2001)“ (Dix ans d’indépendance: L’Ukraine et sa politique étrangère (1991 – 2001)), *Berliner Osteuropa Info* 17/2001

OSCHLIES, Wolf, „Nach der Präsidentenwahl, Klares Ergebnis – ungewisse Zukunft“ (Après l’élection présidentielle, « résultat clair - avenir incertain »), [www.eurasischesmagazin.de](http://www.eurasischesmagazin.de)

PLEINES, Heiko, „Die Energiefrage in den ukrainisch-russischen Beziehungen“ (La question de l’énergie dans les rapports russo-ukrainiens), *Russlandanalysen*, cahier n° 48 du 03.12.2004

RYBATCHOUK, Oleg: „Die europäische Idee vereint die Ukraine“ (L’idée européenne unit l’Ukraine), *Osteuropa: Zeitschrift für Gegenwartsfragen des Ostens*, n° 55/2005

SIMON, Gerhard, „Neubeginn in der Ukraine: Vom Schwanken zur Revolution in Orange“ (Nouveau départ en Ukraine : De l’hésitation à la révolution orange), *Osteuropa Magazin*, édition 55/2005

## **SITES D’INTERNET**

[www.cvk.gov.ua](http://www.cvk.gov.ua)

[www.kas.de](http://www.kas.de)

[www.osce.org](http://www.osce.org)

[www.rußlandanalysen.de](http://www.rußlandanalysen.de)

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)

[www.zeit-fragen.ch](http://www.zeit-fragen.ch)

## TABLE DE MATIERES

<b>1. Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Facteurs d'influence sur la « révolution orange ».....</b>	<b>5</b>
2.1. Le facteur « géopolitique » .....	5
2.2. L'influence de l'histoire ukrainienne.....	7
2.3. Les facteurs démographiques.....	9
2.3.1. L'opinion politique de la population.....	9
2.3.2. Le facteur de la religion.....	10
2.3.3. Le facteur linguistique.....	11
2.4. L'influence de la politique intérieure : le bilan de l'ère Koutchma .....	12
2.5. Les rapports particuliers avec la Russie.....	15
<b>3. La révolution orange .....</b>	<b>19</b>
3.1. Les candidats.....	19
3.2. La falsification de l'élection et la mobilisation des masses .....	20
3.2.1. La falsification du deuxième tour de l'élection (21 novembre 2004)	21
3.2.2. L'annulation du deuxième tour du scrutin et nouvelle élection.....	24
<b>4. Les scénarios de développement pour l'Ukraine.....</b>	<b>26</b>
4.1. La guerre civile .....	26
4.2. L'éclatement de l'État.....	27
4.3. La réintégration dans la zone d'influence russe / la réunification avec la Russie .....	28
4.4. L'intégration dans l'UE .....	29
<b>5. Conclusions .....</b>	<b>30</b>
<b>Annexe 1: LA CHRONOLOGIE DE LA « RÉVOLUTION ORANGE »... 32</b>	
<b>Annexe 2: CARTE POLITIQUE DE L'UKRAINE (2005)..... 33</b>	
<b>Annexe 3: LES GAZODUCS EN EUROPE .....</b>	<b>33</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>34</b>